

Immigration : Cameron pose ses conditions à l'UE

Le premier ministre veut limiter les avantages des travailleurs européens installés au Royaume-Uni

LONDRES - correspondant

Les 27 autres pays de l'Union européenne accepteront-ils de satisfaire l'« exigence absolue » posée par David Cameron en matière d'immigration, vendredi 28 novembre ? Rien ne permet de l'affirmer avec certitude, d'autant que le premier ministre britannique a reconnu que ses revendications supposaient une renégociation des traités de l'UE.

M. Cameron est désormais lié par les phrases, soupesées depuis des semaines, qu'il a solennellement prononcées dans une usine d'engins de chantier des Midlands, au centre de l'Angleterre. « Si je réussis [dans la renégociation], je ferai campagne pour que ce pays reste dans une UE réformée. Si nos préoccupations tombent dans l'oreille de sourds (...), alors évidemment je n'exclus rien. » Autrement dit, il pourrait faire campagne en faveur du « Brexit » (*British exit*, ou sortie de l'UE).

Pourtant, la tonalité générale de son discours laisse comprendre qu'il ne souhaite guère en arriver là. Ayant finalement renoncé à ses projets drastiques de fermeture des frontières aux Européens, M. Cameron a posé sur la table des propositions que ses partenaires peuvent difficilement écarter d'un revers de manche.

Voici presque deux ans, le premier ministre britannique avait annoncé qu'il soumettrait à référendum la question du Brexit s'il était réélu en 2015, après avoir négocié une réforme de l'UE. Il n'avait alors pas prononcé une seule fois le mot « immigration ». Son discours de vendredi, à moins

de six mois des élections législatives du 7 mai 2015, était exclusivement centré sur cette question, comme si le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne ne dépendait que d'elle.

Promesse d'embauche

Alors que le flou dominait jusqu'à présent sur les points à renégo-

cier, le discours des Midlands est clair : M. Cameron place la question de la libre circulation des personnes dans l'Union au centre des réformes qu'il revendique.

Estimant que la pression migratoire des travailleurs européens vers son pays – essentiellement en provenance de l'est de l'UE – n'est pas « soutenable », il veut limiter le droit des Européens sans emploi à demeurer au Royaume-Uni. Une promesse d'embauche serait exigée à l'entrée ; les chômeurs ne recevraient plus d'aide sociale et pourraient être expulsés au bout de six mois sans travail. Certaines de ces dispositions existent ailleurs dans l'UE et ne devraient pas rencontrer de gros obstacles.

Il en va autrement du souhait de M. Cameron de diminuer de manière drastique les aides sociales et avantages fiscaux dont bénéficient les travailleurs aux faibles

revenus, européens ou non, et qu'il considère comme des incitations à immigrer. Ni allocations familiales, ni crédit d'impôt, ni logement social ne seraient accordés pendant les quatre premières années du séjour d'un Européen au Royaume-Uni. L'ambassadeur de Pologne, pays visé en priorité, a réagi en soulignant la discrimination entre salariés européens qu'introduirait une telle mesure.

Pour justifier ces propositions, David Cameron a cité les statistiques publiées la veille, qui reflètent une forte augmentation du nombre d'entrées d'immigrés européens. Alors qu'avant son arrivée au pouvoir, il avait promis de faire baisser les flux au-dessous de 100 000, 260 000 étrangers sont arrivés en 2013.

Oubliant la part, pourtant prépondérante, des non-Européens dans ces chiffres, le premier ministre attribue cet échec à la libre circulation dans l'UE. D'ailleurs, a-t-il expliqué, les immigrés affluent parce que le Royaume-Uni est l'« usine à emplois de l'Europe ».

Déficit français

Erigeant l'immigration en princi-

pal contentieux avec l'UE, David Cameron a repris la thématique du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP, anti-UE). Mais il a veillé à s'en démarquer, notamment par un hommage aux « pilotes polonais et tchèques » qui ont défendu Londres pendant le Blitz. Il s'est dit « extrêmement fier » que son pays soit « une démocratie prospère et multiraciale ». Autre pique au UKIP : la mise en

garde contre « les solutions simples », comme celle qui consisterait à « lever le pont-levis et se retirer du monde ». Fait rare, M. Cameron a insisté sur ce que perdrait son pays s'il quittait l'Union, notamment le droit de s'installer librement en Europe dont profite « 1,3 million de Britanniques ».

Tout en cherchant à déculpabiliser les électeurs « préoccupés par l'immigration », M. Cameron s'est adressé aux dirigeants européens. Alors que Nigel Farage, le chef de file du UKIP, l'accuse d'avoir « zéro contrôle sur la situation », le premier ministre argue qu'« une Europe réformée va dans l'intérêt (...) de chaque Etat membre », pour contrer « la montée des partis populistes ». Affirmant que, déjà, la libre circulation « n'est pas absolue », il réclame la

même souplesse sur l'immigration que celle... qui a permis de « trouver un arrangement » avec la France en matière de déficit.

Le ton relativement conciliant de M. Cameron n'a pas échappé à ses partenaires. A Berlin, le porte-parole d'Angela Merkel a indiqué au Monde que le gouvernement allemand est « prêt à travailler étroitement avec la Grande-Bretagne et d'autres partenaires pour tenter de trouver ensemble des solutions durables » à ces questions. A Bruxelles, une porte-parole de la Commission évoque, quant à elle, la possibilité de discuter « sans drame » d'idées « qui s'inscrivent dans le débat européen ». ■

PHILIPPE BERNARD,

AVEC JEAN-PIERRE STROOBANTS

(À BRUXELLES)

ET FRÉDÉRIC LEMAÎTRE (À BERLIN)

S'il n'obtient pas gain de cause, M. Cameron pourrait faire campagne en faveur du « Brexit », la sortie de l'UE

468 %

Augmentation de l'immigration roumaine en neuf mois

La hausse la plus significative de l'immigration au Royaume-Uni concerne les Roumains et les Bulgares, qui ne bénéficient de la pleine ouverture au marché du travail que depuis le 1^{er} janvier. Entre janvier et septembre, le nombre de Roumains s'est envolé de 468 % et celui des Bulgares de 205 %. Mais la moitié d'entre eux étaient probablement déjà présents auparavant illégalement.